



SCHEMA DES SERVICES A LA POPULATION EN HAUTES-PYRENEES

Convention territoriale de mise en œuvre du schéma d'amélioration de l'accessibilité des services au public

Entre,

L'Etat, représenté par Madame la Préfète

Le Département des Hautes-Pyrénées, représenté par Monsieur le Président du Conseil départemental

La Communauté d'Agglomération de Tarbes Lourdes Pyrénées, représentée par son Président, ci-après dénommée « l'EPCI »

VU l'Article 26 de la loi n° 95- 115 du 04 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire dans sa rédaction issue de l'article 98 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

VU le Décret n° 2016-402 du 4 avril 2016 pris pour l'application de l'article 26 de la loi no 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire.

VU l'Arrêté préfectoral n° 65-2018-04-04-001 du 4 avril 2018 fixant le schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public des Hautes-Pyrénées.

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 22 février 2018 apportant un avis favorable au projet de Schéma des Services à la Population en Hautes-Pyrénées.

VU la Convention de mise en œuvre du schéma d'amélioration de l'accessibilité des services au public signée par l'ensemble des partenaires des Hautes-Pyrénées le 6 juin 2018.

VU la délibération du Conseil Communautaire en date du 28 juin 2018 adoptant la présente convention territoriale.

VU la délibération du Conseil départemental des Hautes-Pyrénées en date du 30 mars 2018 autorisant le Président à signer la présente convention territoriale.

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

PREAMBULE

Le Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services Au Public, tel que défini par la loi NOTRE d'août 2015, porte en Hautes-Pyrénées une dimension particulièrement stratégique par les souhaits conjoints du Conseil Départemental, de la Préfecture, des EPCI, et du Conseil Régional, d'en faire un réel levier de développement du territoire Haut Pyrénéen. C'est dans ce sens que les représentants de ces institutions publiques ont souhaité qu'il s'articule étroitement avec les projets de développement portés par les uns et les autres.

Le Conseil Départemental souhaite notamment une articulation forte avec son Projet Territoire, avec Solid'Action, avec les différents schémas déjà adoptés (numérique, sociaux, etc). Il en sera de même avec les projets de territoires des intercommunalités, avec les projets stratégiques de l'Etat en Hautes Pyrénées, et les schémas portés par le Conseil Régional.

Le Schéma constitue ainsi un véritable levier de développement pour les territoires qui composent le département, et c'est dans cet esprit qu'est rédigée la présente convention territoriale.

ARTICLE 1 : OBJET

Le Schéma des Services à la Population co-construit avec l'ensemble des EPCI des Hautes-Pyrénées a été délibéré par l'assemblée départementale le 30 mars 2018 et arrêté par Mme la Préfète le 4 avril 2018.

Le plan d'actions défini dans le schéma est structuré autour de 5 orientations :

- Assurer une présence des services satisfaisante dans tous les territoires.
- Améliorer l'accès aux services.
- Garantir des services pour tous.
- Porter une attention prioritaire sur deux thématiques : santé et éducation.
- Organiser une gouvernance adaptée pour le suivi du SDAASP.

Ces orientations se déclinent en 17 objectifs opérationnels qui sont accompagnés d'un plan d'actions comprenant 33 actions dont 13 seront mises en œuvre dès 2018.

Une convention-cadre générale signée le 6 juin 2018 par tous les partenaires précise les 6 engagements des partenaires :

1. Inscrire dans la stratégie de développement du territoire intercommunal l'enjeu d'amélioration de l'accessibilité des services au public et mobiliser les ressources permettant d'atteindre cet objectif.
2. Rendre compte annuellement de l'état d'avancement des actions concernant les services.
3. Participer et contribuer aux instances de gouvernance.
4. Communiquer et faire connaître les engagements inscrits dans le schéma.
5. Inciter les usagers à contribuer à la qualité des services.
6. Contribuer à un mode de veille permanent sur les services.

La présente convention a pour objet de formaliser l'engagement des co-signataires en vue de décliner le Schéma des Services à la Population sur le territoire intercommunal de l'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS SPECIFIQUES AU TERRITOIRE

Au-delà des engagements généraux rappelés ci-dessus, les trois signataires s'engagent à une déclinaison spécifique dans le territoire. Elle tient compte à la fois de ses spécificités, des projets de développement du territoire, et des actions qui ont été retenues à l'issue de la large phase de concertation et de co-construction des priorités du plan d'actions.

3.1. Des réalités spécifiques au territoire

Née d'une fusion au 1^{er} Janvier 2017, la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées regroupe aujourd'hui 86 communes. La nouvelle agglomération a fixé sa stratégie de développement sur plusieurs axes principaux :

- Elaboration d'un projet de territoire commun
- Mise en place d'un esprit communautaire au travers d'actions culturelles
- Création d'un fonds de concours pour les projets des petites communes
- Création d'une démarche de partenariats

Afin de répondre au mieux aux attentes des citoyens, la Communauté d'Agglomération souhaite assurer une présence des services suffisante dans tout le territoire.

Compte tenu de l'évolution démographique, il convient de trouver des réponses innovantes à la question de la mobilité. L'offre des services devant être adaptée aux besoins des populations, une réflexion sur les réponses à apporter aux demandes va être envisagée (extension du PTU, desserte de villages, PMR, CFAI, transports scolaires...).

Afin de préparer l'offre de santé la plus accessible pour tous, l'étude pour le pôle hospitalier est en cours et un débat sur la meilleure solution à apporter est nécessaire. A ce titre, la question de la desserte des transports en commun devra être abordée.

Dans le cadre de son action, l'agglomération met également un point d'honneur à répondre aux besoins en matière d'accessibilité à la formation, tant pour satisfaire les besoins des étudiants que des demandeurs d'emplois.

En effet, la Maison Commune Emploi Formation (MCEF) est un outil d'accompagnement primordial pour les personnes sans emploi. Dans le même sens, l'objectif est de développer le pôle Enseignement Supérieur dont l'objectif est de regrouper au moins 6 000 étudiants, notamment en partenariat avec l'IUT. Sur ce fait, la CA TLP s'engage à contribuer financièrement aux infrastructures relatives à ce projet avec la mise en place de locaux universitaires, logements étudiants, etc...

De plus, dans une perspective d'attractivité et de développement économique et social du territoire, l'agglomération dispose d'une offre d'équipements culturels et sportifs importante avec un pacte de partenariat avec tous les acteurs (Maison de l'Escrime, Maison des Arts Martiaux...). Une tarification sociale et solidaire sera mise en place.

A terme, les centres-villes et centres-bourgs de l'agglomération pourront renforcer leur attractivité commerciale et ainsi permettre un élargissement de zones afin de créer une solidarité entre l'urbain et le rural.

Enfin, afin de garantir aux habitants limitrophes la meilleure offre de services possible, une coopération métropolitaine va être mise en place notamment en partenariat avec Pau et Toulouse.

A ce jour, l'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées est la structure intercommunale la plus importante du département des Hautes-Pyrénées. Sa nouvelle géographie offre à tous un héritage patrimonial, culturel et industriel qui lui donne des perspectives encourageantes.

3.2. Des orientations adaptées à ces spécificités et aux projets du territoire

Le plan d'actions ci-dessous mentionne les actions pour lesquelles la Communauté d'Agglomération est plus particulièrement concernée et en cohérence avec ses propres orientations.

Objectifs	Actions (en vert les actions prioritaires pour 2018)	Porteur/animateur présentiel de l'action	CA Tarbes Lourdes Pyrenées
Objectif 1 : Renforcer le maillage des lieux de premier accueil	1 Développer les guichets uniques de services sur la base du réseau des Maisons de Services au Public (MSAP)	CC Béarn - Bigorre - Eau	
	2 Offrir de nouveaux services sur le modèle des Maisons de Services au Public	PEFR Pays des Naves	
Objectif 2 : Repenser l'offre commerciale indispensables à la vie quotidienne	3 Proposer un séminaire « commerce » animé par la CCI	CCI	
	4 Accompagner les communes « pôles de services intermédiaires » dans la définition et la mise en œuvre de leur projet de développement et de valorisation de leur bourg centre et soutenir leur candidature à l'appel à projets de la Région Occitanie.		
	5 Soutenir les commerces, artisans et artisans locaux	CAUDF des Pyrénées	
Objectif 3 : Prendre en compte les besoins des saisonniers dans l'offre de services des territoires touristiques	6 Mieux faire connaître les services existants pour les saisonniers avec un support de communication pour faciliter leur orientation vers les services existants.		
	7 Proposer une extension du service d'assistance téléphonique unique de Saint-Lary pour fidéliser les saisonniers dans le cadre de parcours professionnels pluriactifs durables.	GDPE + CC - Auzer-Lauron	
Objectif 4 : Renforcer la présence des services dans les territoires les plus dépourvus	8 Concertation entre les communes pour mutualiser et éviter les doublons dans la création et la gestion de nouveaux équipements.		
	9 Soutenir le projet de « Maisons de Services au Public »	Béarn en cours	
Objectif 5 : Disposer d'une offre de transports capable de garantir la mobilité indispensable à l'accessibilité aux services	10 Organiser un groupe de travail départemental avec les intercommunalités sur la mise au point de dispositifs de mobilité adaptés aux territoires à faible densité		
	11 Développer les points d'accueil numérique dans les communes avec une assistance par une aide bénévole.	GDPE	
Objectif 6 : Garantir l'accès aux hauts débits	12 Développer les points d'accueil numérique pour assurer une bonne desserte de ces dispositifs de médiation numérique en veillant particulièrement à la formation des animateurs de ces espaces.		
	13 Développer les liens avec les associations, le télétravail et le co-working.	PEFR Pays des Naves	
Objectif 8 : Articuler les actions du Schéma avec les 5 priorités du Schéma Départemental de Développement Social	14 Mettre sur pied un groupe de suivi du Schéma constitué d'un panel de jeunes et des représentants des structures d'action pour la jeunesse, afin d'assurer l'adaptation des actions du schéma aux publics jeunes.		
	15 Associer les usagers les plus en difficultés à l'évaluation et à l'amélioration des services qui les concernent.		
Objectif 9 : Garantir l'accès des services et leur usage aux réalités particulières des personnes les plus fragiles ou les moins expérimentés	16 Mettre en place un dispositif d'attention spécifique aux personnes âgées isolées dans le but de trouver des relais pour leur accès aux services.		
	17 Favoriser l'intergénérationnel par exemple en combinant accueil crèches et accueil personnes âgées valides.		
Objectif 10 Favoriser la collaboration entre les services sociaux de proximité et les inscrire ensemble dans une logique de	18 Assurer la transversalité de la gestion entre les différents services publics permettant de renforcer pour l'usager la possibilité de choisir son lieu de contact.		
	19 Etablir une prospective et identifier les secteurs géographiques nécessitant des actions spécifiques, en lien avec les nouveaux zonages à venir du niveau national.		
Objectif 11 : Engager de manière partenariale une stratégie départementale de santé pour préparer l'offre médicale de demain	20 Favoriser les projets des Maisons de Santé Interprofessionnelles de gestion partagée de proximité de santé	ARS - Partenaires à définir	
	21 Veille sur la démographie médicale et l'ambulance	ARS - Ambulance Pyrénées	
	22 Elaborer un schéma des équipements scolaires défini en programme pluriannuel d'investissement engageant l'ensemble des Collectivités Locales et l'Education Nationale		
Objectif 12 : Préserver l'accès aux écoles primaires dans un rayon raisonnable	23 Offrir des bouquets de services adaptés aux besoins des communes rurales : scolaire, périscolaire, transports, restauration, modes de gardes, activités de loisirs.	CC Adour-Madiran	
	24 Développer autour de points de contacts collégiaux, publics ou privés, une stratégie de développement de l'offre d'accueil et de service.		
Objectif 13 : Favoriser des partenariats entre opérateurs de services, publics et/ou privés, pour construire une offre combinée permettant des services moins coûteux et plus globaux.	25 Développer les groupements d'employeurs pour assurer les fonctions d'accueil, de secrétariat, financières ou commerciales.		
	26 A partir des points de convergence repérés, organiser des rencontres locales avec les opérateurs intéressés et les représentants d'usagers afin de construire les complémentarités potentielles.		
Objectif 14 : Coopérer avec les Départements voisins pour garantir aux habitants limitrophes une offre de services publics et privés équivalente à celle des autres territoires	27 Etablir des liens réguliers avec les départements voisins pour le suivi et la mise en œuvre des schémas respectifs.		
	28 Ré-investir les commissions départementales de services publics et les regrouper chaque fois que possible.		
Objectif 15 : Organiser, au travers d'une Conférence départementale et de Conférences territoriales des services, une gouvernance simplifiée et plus globale des services	29 Insister à l'échelle de l'agglomération sur la qualité des services au public.	CC Béarn - Bigorre	
	30 Publier sur le site du CD une cartographie interactive des services, offrant aux habitants une information actualisée	GDPE	
Objectif 16 : Développer à l'intention de tous les habitants, une information de qualité et utile sur les services	31 Valoriser dans les médias locaux et régionaux, des initiatives originales de maintien et développement des services dans le département.		
	32 Mettre au point une grille de concertation commune aux opérateurs, fournissant tous les indicateurs disponibles sur les services.		
Objectif 17 : Mettre sur pied un mode original et permanent de veille sur les services	33 Valoriser et démultiplier des initiatives locales repérées comme inspirantes pour d'autres territoires et favoriser leur essaimage		

3.3. Une première série d'actions pour la période 2018 - 2020

- Positionner l'agglomération dans les dynamiques métropolitaines avec Pau et Toulouse.
- Développer le Pôle d'enseignement supérieur.
- Promouvoir une garantie d'offre hospitalière de qualité.
- Conforter les solidarités entre urbain et rural.
- Repenser l'offre de transports urbains en prenant en compte les contraintes budgétaires et aménager le pôle multimodal.
- Mettre en place une tarification sociale et solidaire pour les équipements culturels et sportifs.
- Conforter la maison de l'emploi et de la formation.

ARTICLE 3 : REPRESENTANTS DE L'EPCI DANS LA GOUVERNANCE DU SCHEMA DES SERVICES A LA POPULATION

Afin de répondre à son engagement de participation aux instances de gouvernance du Schéma, l'EPCI désigne :

- Jean-Christian PEDEBOY pour le représenter au sein de la Conférence du Schéma
- Jean-Luc REVILLER pour le représenter au sein du Comité technique.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

Cette convention est liée à l'exécution du schéma, mais elle a pour objectif d'engager une mise en opérationnalité des actions qui doivent être mises en œuvre dès l'année 2018.

Elle a ainsi pour validité une durée de deux ans à compter du 4 avril 2018 date de l'arrêté préfectoral qui a fixé celui-ci. Elle prend effet à date de signature des parties.

ARTICLE 5 : AVENANT

La présente convention pourra faire l'objet de modifications par voie d'avenant.

La présente convention est établie en trois exemplaires originaux, un exemplaire conservé par l'EPCI, l'autre par le Département des Hautes-Pyrénées et l'autre remis entre les mains de la Préfète.

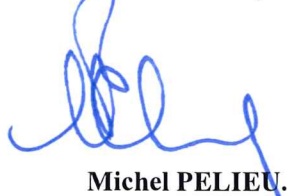
Tarbes, le 6 juin 2018

Préfecture des Hautes-Pyrénées
La Préfète,




Béatrice LAGARDE.

Conseil Départemental
Le Président,



Michel PELIEU.

CA Tarbes Lourdes Pyrénées
Le Président,



Gérard TREMEGE.

